

# Premier Forum chrétien francophone : moins de murs, plus de ponts entre les Églises

Une expérience à vivre, des échanges centrés non sur un dialogue théologique mais sur les cheminements de foi des divers participants : c'est ce qu'a proposé pendant trois jours, du 28 au 31 octobre 2018, le premier Forum chrétien francophone organisé à Lyon. Une initiative directement inspirée du premier Forum Chrétien Mondial, qui depuis 2002 a essaimé dans divers pays sous la forme de Forums régionaux et nationaux. Avec comme temps fort une célébration ouverte à tous le soir du mardi 30 octobre, sur le thème «Moins de murs, plus de ponts entre les Églises».



Du 28 au 31 octobre s'est tenu à Lyon le premier Forum chrétien francophone. Durant ces trois jours, ce sont quelque 220 chrétiens de Belgique, du Luxembourg, de Suisse et de France, qui ont eu l'occasion de se

retrouver. Ils appartenaient aux Églises catholiques, orthodoxes, issues de la Réforme, anglicanes mais aussi évangéliques et pentecôtistes. Leurs échanges ont été centrés, non pas sur un dialogue théologique mais sur leur expérience personnelle et leur cheminement de foi. Avec la volonté de «se mettre à l'écoute du Seigneur, partager nos itinéraires spirituels, nouer des amitiés, laisser retentir entre nous ce passage de Marc 3,12-14 :

*Il monte dans la montagne  
et il appelle ceux qu'il voulait.  
Ils vinrent à lui et il en établit douze  
pour être avec lui et pour les envoyer prêcher.»*

Entre autres temps forts de l'événement, une célébration exceptionnelle a eu lieu le mardi 30 octobre à 19h30, sur le thème «Moins de murs, plus de ponts entre les Églises».

**«Si nous en ressortons avec une  
connaissance réciproque  
grandie, nous aurons gagné  
notre pari»**

***Pour aller plus loin :  
– Écoutez ci-dessous quelques  
émissions diffusées sur RCF :***

- [Le site internet du Forum chrétien francophone 2018...](#)
- [... et la page Facebook de l'événement](#)
- [Le site internet du Forum chrétien mondial](#)
- [Le Forum Chrétien : la rencontre avec l'autre, témoignage d'Anne-Laure Danet](#)
- [Présentation sur le site de la FPF](#)
- [Présentation sur le site du Conseil œcuménique des Églises \(en anglais\)](#)

Cette initiative s'appuyait sur la vision du Forum Chrétien Mondial, formulée en 2002 afin d'offrir un espace de rencontre entre des responsables ecclésiaux de toutes traditions et expressions, et sur l'expérience des premiers Forums de 2007 au Kenya, de 2011 en Indonésie et de 2018 en Colombie. Un des participants français, Daniel Thévenet, pasteur pentecôtiste de l'agglomération lyonnaise et président des Églises de Réveil en France, était revenu enthousiasmé par ces initiatives ; il avait proposé au Comité des Responsables d'Églises à Lyon (CREL) de s'en inspirer, pour organiser le premier événement du genre en zone francophone. Lyon est une ville avec une forte activité œcuménique et semblait toute indiquée pour accueillir une telle rencontre. Le Comité des Responsables d'Églises à Lyon est déjà à l'origine d'initiatives comme la célébration commune de la

semaine de prière pour l'unité des chrétiens. Il rassemble les représentants des Églises partenaires de la création de RCF (Radio Chrétienne Francophone) en 1982. Cette instance de concertation réunit l'Église catholique, l'Église copte, l'Église arménienne apostolique, l'Église anglicane, la Fédération Protestante de France et l'Église baptiste.

Pour que ce premier Forum chrétien francophone puisse voir le jour, un comité spécial d'organisation a été mis en place et a travaillé plus de deux ans, à partir de juillet 2016. Il réunissait des Français, des Belges et des Suisses, des représentants de l'Église Protestante Unie de France, des catholiques, des orthodoxes, le Secrétaire général du Forum Chrétien Mondial, le Secrétaire général adjoint du Conseil œcuménique des Églises, la Communauté de Taizé, la Communauté du Chemin Neuf... La Fédération Protestante de France y était ainsi représentée par Anne-Laure Danet, responsable du service œcuménique et qui a longtemps travaillé au Défap (retrouvez ci-dessous une interview en vidéo, et lisez ci-contre son témoignage : *Le Forum Chrétien : La rencontre avec l'autre.*)

«Dans les relations œcuméniques, on ne se satisfait jamais de la chaise vide. On doit toujours se demander : qui manque autour de la table ? C'est l'objectif de ce Forum», soulignait dans les colonnes de *La Croix*, au deuxième jour de l'événement, Marie-Jo Guichenuy, déléguée épiscopale à l'œcuménisme pour le diocèse de Lyon et membre du comité d'organisation. «Si nous en ressortons avec une connaissance réciproque grandie, nous aurons déjà gagné notre pari, car il ne s'agit pas

d'une conférence académique ou institutionnelle, mais bien d'une expérience à vivre.»

*Retrouvez ci-dessous une sélection d'interviews précédant ce premier Forum chrétien francophone :*

*Le forum chrétien francophone en un clip, diffusé par la FPF sur sa page Facebook :*

*Message du pape François pour l'ouverture du forum chrétien francophone :*

*Et pour finir, quelques photos de l'événement partagées par la page Facebook du Forum chrétien francophone de Lyon :*

---

**Nouvelle-Calédonie :**

# «établir des ponts entre les communautés»

Quel «destin commun» inventer après le référendum d'autodétermination en Nouvelle-Calédonie ? Le professeur Frédéric Rognon, membre du groupe informel Nouvelle-Calédonie qui se réunit ce mardi au Défap, a été invité par le Service radio de la Fédération Protestante de France pour évoquer la situation de l'archipel à l'approche d'un vote qui cristallise les inquiétudes. Selon lui, ce que peut faire l'Église protestante face aux risques de radicalisation à l'issue du scrutin, c'est «multiplier les occasions pour se parler et essayer de se comprendre.» L'EPKNC encourage ainsi ses fidèles, et plus largement la population du pays, à vivre la période référendaire dans la responsabilité, le respect mutuel et la paix. Les Églises de France accompagnent le processus, à travers la présence du Défap.



Le 4 novembre 2018, la population de la Nouvelle-Calédonie est appelée à se prononcer par référendum sur l'indépendance et la pleine souveraineté du territoire. Un scrutin qui marquera l'aboutissement d'un processus d'une trentaine d'années. Entre 1988, l'année des «événements», et aujourd'hui, les accords de Matignon ont permis de préserver la paix civile. Ils ont été complétés par l'accord de Nouméa du 5 mai 1998, qui poursuivait la revalorisation de la culture kanak, créait de nouvelles institutions et prévoyait un processus de transfert progressif de compétences à la Nouvelle-Calédonie. Quant au référendum d'autodétermination, prévu initialement en 1998, son organisation avait été, d'un commun accord entre l'État, les indépendantistes et les non-indépendantistes, repoussée au plus tard à l'année 2018. Voilà

pourquoi, le 4 novembre prochain, les votants seront invités à répondre à la question suivante : «Voulez vous que la Nouvelle-Calédonie accède à la pleine souveraineté et devienne indépendante ?»

Or depuis 1988, la société néo-calédonienne s'est transformée. Elle est devenue de plus en plus multiculturelle. Dans des lieux comme Nouméa, les jeunes des diverses communautés se sont habitués à vivre côte à côte – sinon ensemble. Mais l'approche de ce référendum d'autodétermination longtemps annoncé menace de raviver les tensions. Alors même que, quel qu'en soit le résultat, les 260.000 Calédoniens, dont 110.000 Kanak, devront réussir après le vote à construire ensemble l'avenir de l'archipel...

## Craintes de radicalisation

*Pour aller plus loin :*

*La Nouvelle Calédonie : «Un destin commun», partie 1*

*La Nouvelle Calédonie : «Un destin commun», partie 2*

- [La Nouvelle-Calédonie à l'heure des choix : le dossier du Défap](#)
- [Maurice Leenhardt, la rencontre d'un homme et d'un peuple](#)
- [Nouvelle-Calédonie : aider au dialogue \(conférence du Défap\)](#)
- [Nouvelle-Calédonie : l'EPKNC s'engage et prie pour la paix](#)

Les relations entre protestants de France et protestants de Nouvelle-Calédonie sont inscrites dans l'Histoire, et c'est précisément pour accompagner les Calédoniens à l'heure du choix qu'a été créé un groupe informel qui se réunit régulièrement au Défap. Parmi les membres de ce groupe, qui se retrouve justement ce mardi au 102 boulevard Arago, figure entre autres le pasteur Frédéric Rognon, qui a été récemment l'invité du Service radio de la FPF, où il a répondu aux questions d'Olivier Betti. Professeur de philosophie des religions à la Faculté de Théologie protestante de Strasbourg, Frédéric Rognon est surtout bon connaisseur de la Nouvelle-Calédonie, où il a vécu trois ans dans les années 80. Vous pouvez écouter dans les encadrés ci-contre l'intégralité de ces entretiens, diffusés en deux parties.

Concernant l'ambiance qui prévaut en Nouvelle-Calédonie à l'approche du vote, Frédéric Rognon souligne notamment : «J'y étais encore en juillet-août ; j'ai entendu souvent des craintes sur l'après-référendum, concernant une radicalisation possible. Comment rester dans le destin commun après ce scrutin ? Sachant qu'il y aura un deuxième et un troisième référendum en cas de non à l'indépendance, en 2020 et 2022, ce qui a été prévu dans l'accord de Nouméa...» Quelles

sont donc les inquiétudes soulevées par ce vote ?  
«On craint qu'au lendemain du 4 novembre, il y ait des vainqueurs et des vaincus. L'Église protestante est très soucieuse de cela et cherche à canaliser ces ardeurs, pour éviter à la fois la volonté de revanche et le sentiment d'avoir vaincu.»

Comme le note Frédéric Rognon, «l'indépendance a peu de chances d'être votée directement en novembre. L'enjeu porte plutôt sur le niveau du vote indépendantiste. S'il est vraiment très faible, on a un risque de radicalisation des deux bords : de la part des indépendantistes les plus durs, qui perdraient confiance dans la démocratie et seraient tentés de revenir à la situation des événements des années 80 ; mais aussi de la part des loyalistes les moins modérés, qui voyant que l'indépendance ne fait plus recette, pourraient vouloir remettre en question tout le processus, le deuxième et le troisième référendum, le gel du corps électoral obtenu par les indépendantistes... Ce qui durcirait la situation et créerait de nouveaux clivages.»

## La question du corps

# électoral



*Août 2017 : lors du synode de l'EPKNC en Nouvelle-Calédonie ©  
Défap*

**Cette question du «gel du corps électoral», et au-delà, la question de savoir qui vote ou non lors de tels scrutins engageant tout l'avenir de l'île, est cruciale. La démographie est en effet très défavorable au vote en faveur de l'indépendance. Cette évolution démographique s'explique par l'immigration encouragée par la**

métropole, qui s'est encore accélérée avec le «boom du nickel» de la fin des années 1960. Résultat : alors que la population kanak représentait 51,1% de la population totale en 1956, cette part était descendue à 46% en 1969 ; elle est de 39% aujourd'hui. D'où l'idée d'une restriction du corps électoral pour obtenir une sorte de rééquilibrage en faveur des Kanak – un principe qui a désormais valeur constitutionnelle et qui a été inscrit dans l'accord de Nouméa. Selon les termes de l'accord, il s'agissait de poser «les bases d'une citoyenneté de la Nouvelle-Calédonie, permettant au peuple d'origine de constituer avec les hommes et les femmes qui y vivent une communauté humaine affirmant son destin commun».

Il existe ainsi en Nouvelle-Calédonie plusieurs corps électoraux, avec des listes électorales de droit commun et d'autres spéciales. Les listes de droit commun sont destinées aux élections à dimension nationale (présidentielle, législatives, européennes...) ; les listes spéciales ont prévu une restriction du corps électoral dans l'optique, précisément, de l'organisation du référendum d'autodétermination, et le principe en a été étendu aux scrutins locaux. Cette question de la composition du corps électoral pour le référendum est longtemps restée

une pierre d'achoppement entre les forces politiques en présence.

## Accompagner et favoriser les occasions de dialogue



*Délégation de la Nouvelle-Calédonie Clôture du 4ème festival des arts mélanésiens, Mwâ kê Nouméa, Nouvelle-Calédonie 2010 © Sekundo*

Que peuvent faire les protestants face à ces risques de tensions – volonté de revanche, radicalisation, voire remise en cause de tout le processus et notamment du gel du corps électoral ? Accompagner et favoriser les occasions de dialogue. Historiquement, les Églises de France

ont des liens privilégiés avec l'Église Protestante de Kanaky Nouvelle-Calédonie (EPKNC), elle-même très majoritairement Kanak et qui s'est longtemps déterminée nettement en faveur de l'indépendance, mais qui plaide aujourd'hui pour l'invention d'une citoyenneté calédonienne. En témoigne le mot de l'Église publié à l'occasion de son synode de l'été 2018 : l'EPKNC y invite «chaque responsable d'Église à vivre pleinement sa mission là où il est. Il invite également les différents acteurs de ce pays à œuvrer pour la paix, la fraternité et la solidarité. À travers la parole d'espérance d'Éphésiens 2 au verset 19, le Synode Général encourage chacun à devenir « citoyen de sa terre et concitoyen d'un pays nouveau ».

Comme le souligne Frédéric Rognon, la Nouvelle-Calédonie, «c'est un petit territoire, où presque tout le monde se connaît». Ce que peut faire l'Église, c'est «multiplier les occasions pour se parler et essayer de se comprendre ; établir des ponts, des passerelles entre les communautés.» L'EPKNC a ainsi encouragé ses fidèles, et plus largement la population du pays, à vivre la période référendaire dans la responsabilité, le respect mutuel et la paix. Les Églises de France accompagnent le processus d'autodétermination du peuple calédonien, à travers la présence et les

actions du Défap, dans un esprit de fraternité, manifestant ainsi leur soutien à cette quête «de paix, de fraternité et de solidarité».

---

# Message final de la dixième Assemblée Générale de la Cevaa

«Heureux ceux qui procurent la paix». Ce verset extrait de Matthieu 5, verset 9, qui accompagnait le thème de l'AG de Douala («Le chrétien et l'intolérance religieuse»), sert aussi d'introduction au message final qui a été adopté le lundi 22 octobre 2018, pour être adressé aux diverses Églises membres de la Communauté. Un verset qui «résonne comme une invitation à prendre au sérieux notre mission d'être artisans de paix dans le monde».



***La photo de famille de la dixième Assemblée Générale de la Cevaa, octobre 2018 © Cevaa***

## **Message final de la 10ème Assemblée Générale de la Cevaa**

**Mesdames et Messieurs,  
Chères sœurs et chers frères en Christ,**

**Nous, délégué-es de la Cevaa, réuni-es en**

Assemblée Générale du 15 au 23 octobre 2018 à Douala, Cameroun, vous adressons nos fraternelles salutations en Christ. « Heureux ceux qui procurent la paix » (Matthieu 5,9) résonne comme une invitation à prendre au sérieux notre mission d'être artisans de la paix dans le monde ; la Cevaa étant une grande famille d'Églises qui prend en considération le fait que c'est ensemble que nous pouvons mieux répondre à l'appel de Jésus-Christ. L'Assemblée Générale composée de plus de 60 membres s'est focalisée lors de ses dixièmes assises sur la thématique *Le chrétien et l'intolérance religieuse*. Se mettre du côté de celles et ceux qui sont stigmatisés dans les sociétés européennes, faire face à des intolérances intra-chrétiennes et au radicalisme chrétien, renforcer la volonté de chercher une cohabitation pacifique avec les croyants d'autres traditions religieuses, visiter l'intolérance qui habite chaque délégué-e à sa façon, cela nous a préoccupé-es dans des discussions et regards croisés. Par le détour d'intervenants qualifiés pour insuffler des méthodes et des mécanismes

face à l'intolérance, par l'étude de textes bibliques ouvrant des espaces de partage et d'interrogations, par l'écoute mutuelle des situations complexes de plusieurs Églises, nous avons ouvert un chapitre de réflexion et d'action important.

Le Secrétaire Général, dans son rapport d'activité, a constaté que presque toutes les Églises membres de la Cevaa ont, durant les deux dernières années, eu un projet ou une visite dans le cadre de la Communauté. Trois aspects ont été soulignés avec un soin particulier :

- La Jeunesse, toujours en mouvement, a réussi à faire adopter une nouvelle stratégie Jeunesse qui cadre son activité et ouvre de nouvelles possibilités.
- Le Projet Solidarité Santé a présenté son rapport final après trois ans de travail pour renforcer dix hôpitaux d'Églises. Une délégation de l'Église évangélique vaudoise d'Italie, qui a financé le projet à travers sa

structure « Otto Per Mille » (OPM), a rejoint l'Assemblée pour souligner la qualité du travail effectué. La chargée de mission pour la Santé, la Dr. Mathilde Guidimti, a reçu le mandat de faire un rapport pour poursuivre sa mission. Une plaquette d'information est à disposition.

- L'Action Commune décidée au Sénégal en 2014 a été mise en œuvre dans nos Églises et à travers un certain nombre de séminaires régionaux. Alors qu'elle est arrivée au terme d'un intense travail autour du thème, les délégué-es ont décidé de la poursuivre encore deux ans.

*Pour aller plus loin :*

- [Cameroun : fiche pays et actualités du Défap](#)
- [Cameroun : la mosaïque des protestantismes](#)
- [Profession : sauveteurs d'hôpitaux](#)
- [Cameroun : un voyage pour renouer trente ans de liens solidaires](#)
- [Cameroun : un voyage, des rencontres, et des projets solidaires](#)

L'Assemblée a reçu avec joie l'adhésion complète de l'Église Protestante de la Réunion. Des boursiers continuent leurs études, une dizaine de personnes sont engagées dans la Communauté pour servir une autre Église en tant qu'envoyé-e. Des séminaires de formation biblique et d'animation (AEBA) ont été dispensés dans plusieurs régions fidèlement à l'appel de la Cevaa : la p/Parole au peuple. Ces formations dispensées aux femmes étaient aussi des occasions de rencontres au-delà des frontières d'Églises. Le secteur des projets a distribué un « Guide pratique pour l'élaboration des projets Cevaa » que les directions des Églises et les délégué-es ont reçu ; il devra être rendu disponible pour tout organisme propre aux Églises qui développera l'idée de soumettre un projet. Des copies supplémentaires sont à commander au secrétariat de la Cevaa. En outre, l'Assemblée a discuté et adopté une procédure clarifiant le processus d'élection au sein de la Communauté.

La Cevaa est aussi en lien avec différentes

instances et nous avons pu saluer des invités et écouter des messages de la Conférence des Églises de toute l'Afrique (CETA), et des organisations missionnaires : DM échange et mission à Lausanne (Suisse), Défap à Paris (France), VEM à Wuppertal (Allemagne). Ils ont tous souligné la pertinence de notre thème concernant l'intolérance religieuse.

Les délégué-es ont dû traiter une thématique douloureuse : la diminution importante de certaines contributions financières. Il fallait donc et il faudra encore dans l'avenir, resserrer les secteurs d'activité et le soutien à des projets de la Communauté. En groupes régionaux et en groupes multi-régions, l'Assemblée Générale a trié dans les possibilités d'augmenter les recettes et de diminuer les dépenses. Mais à moyen terme, les Églises membres de la Cevaa devront augmenter substantiellement leur solidarité par des dons importants, et peut-être la Cevaa devra-t-elle chercher à soutenir certains projets et activités par des fonds extérieurs aux Églises. Le budget

**adopté pour 2019 est fortement déficitaire.**



*Travaux de groupes lors de la dixième Assemblée Générale de la Cevaa, octobre 2018 © Cevaa*

**Mais nous avons aussi pris conscience que bientôt (en 2021) la Cevaa fêtera ses 50 ans. Une joie partagée par tou-te-s les délégué-es ; de nombreux projets sont proposés. Cela confirme le désir intense de rester en communion et en interaction. En groupe de travail et avec l'appui du Conseil Exécutif de la Cevaa, quelques projets seront choisis et réalisés. Les idées gravitent autour de trois axes : repenser la vision de la Cevaa, célébrer et fêter,**

trouver un moyen de créer quelque chose qui reste, tel un livre de prières ou des chants.

Pendant la traditionnelle rencontre des femmes, les hommes se sont aussi réunis. Cette inhabituelle réunion a permis de découvrir que de nombreuses Églises créent des liens entre les hommes à travers différentes structures, et certaines vont probablement s'en inspirer pour oser rassembler aussi les hommes entre eux.

Le culte d'ouverture mené avec entrain et joie par l'Union des Églises baptistes du Cameroun en collaboration avec l'Église évangélique luthérienne du Cameroun, a encouragé les délégué-es à vivre cette Assemblée Générale dans la joie du Seigneur. Accueillie par des chants et de nombreuses salutations, dont celle du Délégué du gouvernement auprès de la Communauté urbaine de Douala, l'Assemblée Générale s'est déroulée dans un climat de confiance mutuelle et d'ouverture les uns envers les autres. Le culte de clôture célébré à

Béthel, dans le quartier d'Akwa, a porté dans la prière les défis à relever, et l'envoi pour continuer à vivre ensemble l'Évangile et l'Église en mission.

Nous confions à votre intercession différents sujets de prière qui ont été soulevés durant l'Assemblée :

- Les Églises qui sont menacées de divisions internes ;
- Les Églises afin qu'elles vivent l'appel du Christ à procurer la paix et non l'intolérance religieuse ;
- Pour les nombreux pays dans lesquels vivent et se développent les Églises membres de la Cevaa, et qui connaissent des contextes politiques inquiétants ou instables ;
- Pour les familles qui cherchent un équilibre entre cultures et Évangile, entre traditions et ouverture ;
- Pour la vie financière de la Communauté ;
- Pour les délégué-es qui étaient absentes pour des raisons de santé ou autres

événements.

Nous vous saluons très fraternellement et espérons continuer à tisser des liens entre les Églises membres de la Cevaa, afin de renforcer toujours plus le témoignage de la vie et de l'œuvre de Jésus-Christ.

---

# **Cameroun : la mosaïque des protestantismes**

Survol de la vie des Églises protestantes au Cameroun, où s'est tenue en ce mois d'octobre 2018 la dixième Assemblée Générale de la Cevaa : présent depuis le XIXème siècle, le protestantisme a laissé son empreinte

**dans l'histoire du pays. Les protestants ont fondé les premiers hôpitaux, les premières écoles, la première université... Mais dans un pays à la diversité fourmillante, ils sont eux-mêmes partagés en de multiples Églises, que tente de fédérer le Cepca, le Conseil des Églises protestantes du Cameroun. Le protestantisme camerounais est aussi confronté aux difficultés que connaît le pays, et qui ont pesé sur la présidentielle du 7 octobre : notamment les affrontements dans les régions anglophones, et la poursuite des violences dues à Boko Haram.**



***Culte d'accueil de la dixième AG de la***

*Cevaa à Douala, octobre 2018 © Cevaa*

Le Cameroun est un pays qui pourrait être un continent. Plus de 200 ethnies et autant de langues, réparties dans des milieux naturels très contrastés : c'est une «Afrique en miniature», comme on l'entend parfois dans la bouche de Camerounais. Dans ce paysage fourmillant, le protestantisme s'est implanté de longue date, apportant l'Évangile dès le XIX<sup>ème</sup> siècle, avec tout d'abord les baptistes, incarnés par le Jamaïcain Joseph Merrick et l'Anglais Alfred Saker. Ils ont été suivis par les presbytériens américains, puis par des arrivées successives de missionnaires d'Europe, dont ceux de la Société des Missions Évangéliques de Paris. Les protestants ont construit les premières écoles, les premiers hôpitaux, la première université : l'Université protestante d'Afrique centrale, à Yaoundé. Sa

faculté de théologie, où se retrouvent de futurs pasteurs, mais aussi des étudiants catholiques ou musulmans, accueille aujourd'hui dans une perspective interdénotationnelle des étudiants venant de différents pays des sous-régions d'Afrique Centrale et de l'Afrique de l'Ouest, et bénéficie du soutien de la Cevaa. C'est dans une école protestante qu'a été composé l'hymne national camerounais ; et il n'est pas rare de voir en pleine ville des panneaux publicitaires affichant des versets bibliques pour le compte de telle ou telle Église.

*Pour aller plus loin :*

- [Cameroun : fiche pays et actualités du Défap](#)
- [Profession : sauveteurs d'hôpitaux](#)
- [Cameroun : un voyage pour renouer trente ans de liens solidaires](#)
- [Cameroun : un voyage, des rencontres, et des projets solidaires](#)

Mais le protestantisme n'est plus majoritaire au Cameroun. Selon des estimations officielles, il représente aujourd'hui 26% de la population, le catholicisme étant à 40%, et l'islam à 20%. Il porte l'héritage des missionnaires successifs qui ont fondé autant d'Églises dans les diverses régions du pays : à l'ouest les baptistes, au nord les luthériens, au sud la mission américaine... Une géographie dont l'évolution se poursuit avec la croissance plus récente d'Églises pentecôtistes qui font concurrence aux Églises dites «historiques». À ces lignes de partage s'en ajoutent d'autres, parfois internes aux Églises, en fonction des ethnies, créant de sensibles jeux d'équilibre, voire des conflits, dans la gestion des diverses instances ecclésiales. Une situation qui n'est pas propre aux Églises, dans un pays où

structures étatiques et structures traditionnelles se superposent sans s'opposer, où l'on peut retrouver des héritiers des dynasties royales, des lamibé ou des sultans, en poste dans des ministères à Yaoundé. À cela s'ajoute encore le poids de l'histoire : la division entre Cameroun francophone et Cameroun anglophone, héritage des colonies allemandes passées sous mandat français et britannique à l'issue de la Première Guerre Mondiale... Fédérer les protestants camerounais peut donc sembler une entreprise hasardeuse ; c'est néanmoins le projet du Cepca, le Conseil des Églises protestantes du Cameroun, avec lequel le Défap et la Cevaa entretiennent des liens réguliers. Anciennement nommé Fédération des Églises et Missions évangéliques du Cameroun (Femec), il rassemble aujourd'hui onze Églises

**luthériennes, réformées, baptistes et anglicanes du pays.**

# **Les Églises face aux défis du Cameroun**



*Bible dans le temple Nazareth Deïdo, de l'Union des Églises baptistes du Cameroun (UEBC), Douala © Cevaa*

**Outre la complexité de ce paysage ecclésial, le protestantisme camerounais est lui aussi confronté aux**

difficultés que connaît le pays, et qui ont pesé sur la récente élection présidentielle. Des rendez-vous électoraux traditionnellement tendus ; celui du 7 octobre, auquel se présentait une nouvelle fois Paul Biya, 85 ans dont presque 36 ans à la tête de l'État camerounais, s'est tenu dans un contexte de violences au cœur des régions anglophones et de persistance des déprédations attribuées à Boko Haram. On estime ainsi à 200.000 le nombre de personnes ayant fui les régions anglophones, craignant à l'approche du scrutin une multiplication des affrontements entre militaires et séparatistes. Un conflit qui trouve ses origines tout autant dans l'histoire du pays – divisé par le Traité de Versailles, réuni pendant les années 70-80 dans des circonstances vécues par les non-francophones comme une annexion – que dans ses problèmes

de gouvernance et de représentation des anglophones dans l'appareil d'État. Si, dans les régions concernées, les séparatistes bénéficient d'un réel soutien, auquel s'ajoute l'aide de communautés camerounaises aux États-Unis ou au Royaume-Uni, ils sont eux-mêmes divisés, et les violences sont propices au banditisme qui fleurit sur fond de revendications politiques. Un lourd défi pour les Églises et le Cepca, qui tente de garder les liens et dont les instances reflètent un délicat équilibre : son nouveau président, Samuel Forba Fonki, élu fin mai, est issu d'une Église anglophone, la Presbyterian Church in Cameroon ; les deux vice-présidents sont issus de l'Église presbytérienne camerounaise et de l'Union des Églises évangéliques au Cameroun, le secrétaire général de l'Union des Églises baptistes du Cameroun...

Pendant ce temps, au nord, le groupe Boko Haram, mouvement insurrectionnel mêlant islam rigoriste et magie traditionnelle, continue ses embuscades en profitant de la porosité des frontières sur les pourtours du lac Tchad. Depuis 2014, il serait responsable de plus de 2000 morts dans l'Extrême-nord du pays, à quoi il faut ajouter les enlèvements, destructions matérielles, vols de bétail : sur la période 2012-2016, le ministère camerounais de l'élevage, des pêches et des industries animales (MINEPIA) chiffre le préjudice pour l'économie du pays à 90 milliards de francs CFA, soit près de 137 millions d'euros. Une violence, et des déplacements réguliers de population, face auxquels les Églises se retrouvent là aussi en première ligne : dans l'Extrême-nord, c'est particulièrement le cas de l'Église fraternelle luthérienne du

**Cameroun, dont est issu Robert Goyek, prédécesseur de Samuel Forba Fonki à la présidence du Cepca...**

**Et à ces deux crises s'en est ajoutée, juste après le scrutin, une troisième : la crise post-électorale qui a débuté lorsque, moins de 24 heures après la fermeture des bureaux de vote, et contre toute attente, l'un des huit candidats affrontant Paul Biya lors de la présidentielle a revendiqué la victoire. Il s'agissait de Maurice Kamto, ancien ministre et seul parmi les challengers du président sortant à avoir su obtenir le soutien d'un autre candidat, le juriste Akere Muna. Finalement, après une série d'audiences devant le Conseil constitutionnel retransmises par les principaux médias camerounais, afin d'étudier les recours post-électorales, Paul Biya a sans surprise été proclamé**

vainqueur par des institutions toutes acquises à sa cause. «L'élection a été libre, équitable et crédible en dépit des défis liés à la sécurité dans les régions anglophones», a insisté le président du Conseil constitutionnel. Les scores officiels semblaient sans appel : 71,28 % des suffrages exprimés sur l'ensemble du pays, 92,91% dans le Sud, 89,21% dans l'Extrême-Nord, 81,62% dans le Nord... Divers candidats de l'opposition, outre Maurice Kamto, ont néanmoins dénoncé des fraudes électorales. Au niveau des Églises, ce sont les évêques camerounais, par la voix du président de la Conférence épiscopale, Monseigneur Samuel Kleda, qui ont émis des doutes sur la fiabilité de tels résultats. Les manifestations ont été interdites et des forces de police déployées pour dissuader toute tentative de protestation dans la rue.

### ***Le Cepca, partenaire du Défap au Cameroun***

*Le Conseil des Églises protestantes du Cameroun regroupe l'ensemble des onze Églises issues de la Réforme dans ce pays, et s'est ouvert récemment à six Églises associées de tendance plus évangélique/pentecôtiste. Le Cepca représente environ 9 millions de fidèles, 10.000 temples (paroisses et lieux de cultes), environ 15.000 pasteurs, évangélistes et catéchistes, 1580 écoles, collèges, lycées et instituts de formation, environ 300 hôpitaux et centres de santé, une quinzaine d'institutions universitaires. La formation des aumôniers fait actuellement partie de ses grands chantiers, qu'il mène en lien avec le Défap. Autre projet en cours réunissant Défap et Cepca : la mise en place d'un soutien à l'enseignement confessionnel dans le nord du pays.*

---

# **Aperçus de l'Assemblée**

# Générale de la Cevaa au Cameroun

Début de la dixième Assemblée Générale et information des délégués sur le déroulement des groupes de maison et des ateliers, culte d'ouverture à Nazareth Deïdo (UEBC) : retrouvez en images... et en musique, les principaux moments de la première journée de l'AG de la Cevaa à Douala, le lundi 15 octobre 2018.

Et pour conclure, un extrait musical de la matinée du 15 octobre :

---

# **Solidarité avec Haïti après le séisme du 6 octobre**

**Un bilan toujours provisoire de 17 morts et près de 350 blessés, des milliers de bâtiments endommagés dont des écoles, des hôpitaux, des églises... Depuis le séisme du 6 octobre qui a frappé le Nord-**

**Ouest d'Haïti, le Défap se tient en contact étroit avec la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti (la FEPH) et avec ses divers partenaires de la Plateforme Haïti pour tenter d'évaluer les besoins sur place. Une réunion d'urgence du comité Solidarité protestante est prévue vendredi : elle sera consacrée à Haïti et à l'Indonésie, deux régions frappées par des tremblements de terre.**



***Une vue des dégâts dans une école  
de Gros Morne © FEPH***

**La première secousse, de magnitude 5,9, s'est produite au soir du samedi 6 octobre ; et depuis les répliques se succèdent au Nord-Ouest d'Haïti, aggravant les premiers dégâts et ravivant tous les traumatismes du tremblement de terre de 2010. Le ministère de l'Intérieur haïtien a fait état mardi de 17 morts et près de 350 blessés, dont 9 morts dans la ville côtière de Port-de-Paix, la plus proche de l'épicentre, et 7 dans la commune de Gros Morne, plus au sud, du côté de l'Artibonite. Les dégâts sur les constructions et les infrastructures sont très**

importants : des centaines de maisons détruites, des milliers plus ou moins gravement endommagées ; mais aussi des écoles, des hôpitaux, des églises... Au cours des heures qui ont suivi la première secousse, nombreux ont été ceux qui ont préféré dormir à l'extérieur, dans des campements de fortune, par crainte de voir les bâtiments s'effondrer.

## La «peur du béton»

*Pour aller plus loin :*

- [L'actualité du Défap en Haïti](#)
- [PLATEFORME HAITI : Présentation sur le site de la Fédération protestante de France](#)
- [Le site de la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti](#)

Le Défap se tient en contact étroit avec la Fédération des

**Écoles Protestantes d'Haïti (la FEPH) et avec ses divers partenaires de la Plateforme Haïti pour tenter de recenser les besoins sur place. Dès le dimanche matin, une équipe du bureau central de la FEPH a quitté Port-au-Prince pour procéder à une première évaluation. Elle était composée de Christon Saint-Fort, directeur exécutif, de Joël Hilaire, officier de projets et d'Ingrid Hardouin, chargée d'appui aux partenariats. Elle s'est rendue en compagnie des équipes régionales dans les communes de Gros Morne, de Port-de-Paix et de Saint-Louis du Nord, les trois villes les plus affectées par le tremblement de terre. La FEPH,**

**grâce à son réseau de 3000 écoles protestantes, revendique la scolarisation 300.000 enfants. Elle est soutenue directement par le Défap à travers des financements directs et à travers ses envoyés ; elle fait aussi partie des partenaires privilégiés de la Plateforme Haïti, mise en place sous l'égide de la Fédération protestante de France et où le Défap se retrouve aux côtés de divers acteurs du protestantisme français impliqués dans ce pays, comme La Cause ou la Mission Biblique.**



*Bâtiment endommagé par le séisme © FEPH*

**Au niveau des seuls établissements scolaires, la FEPH fait état de 34 écoles endommagées à Gros Morne, huit à Port-de-Paix et une école à Saint-Louis du Nord, et évoque le besoin d'un appui psycho-social dans les communautés scolaires. Surtout, son rapport décrit une population traumatisée. «Si l'on ne peut pas parler de crise**

humanitaire majeure, de nombreux besoins sont existants et justifiés suite à cette catastrophe. Les zones visitées étaient déjà dans une situation vulnérable avant le tremblement de terre, ce dernier ne fait qu'aggraver la situation. Sur le chemin, nous avons croisé de nombreuses familles avec des enfants qui quittaient la région. Dans les rues, on observe aussi de nombreuses familles avec enfants, en sacs à dos, cherchant à quitter la ville. Les familles qui restent, quant à elle, sont rassemblées à l'extérieur dans la rue. Elles se sentent plus en sécurité devant leurs maisons, il y a une réelle «peur du béton».

**Donc, aucun camp de sinistrés ni d'abri provisoire n'a été remarqué. (...) N'oublions pas que nous sommes en pleine saison des pluies et que l'infiltration peut aggraver les dommages. (...) À ce jour, toutes les écoles des zones sinistrées sont fermées même si aucune décision ministérielle n'a été prise dans ce sens.»**

**Une réunion  
d'urgence du comité  
Solidarité  
protestante**



*L'équipe de la FEPH partant évaluer les besoins © FEPH*

**Les infrastructures hospitalières se sont révélées insuffisantes pour faire face à l'afflux des victimes à soigner. «L'hôpital Béraca à Port-de-Paix», n'ayant «subi aucun dégât majeur (...) est le seul hôpital de la région à pouvoir recevoir les nombreux blessés», indiquait dimanche soir**

**Jean-Claude Raynaud, de la Mission Biblique. Et les secousses ayant été ressenties jusqu'à Port-au-Prince, c'est toute la population haïtienne qui vit désormais dans l'angoisse et le souvenir du tremblement de terre de 2010, qui avait fait alors plus de 230.000 morts. «La panique est générale, nationale, même si les dégâts sont enregistrés surtout dans les départements du Nord-Ouest et du Nord», commentait, également dimanche soir, Fritz Bissereth, directeur d'ADRA-Haïti.**

**Outre la mobilisation des partenaires de la Plateforme Haïti, une réunion d'urgence du comité Solidarité protestante est**

prévue vendredi à Paris : elle sera consacrée à Haïti et à l'Indonésie, deux régions frappées par des tremblements de terre.

### ***Le Défap et la Plateforme Haïti***

*Des liens privilégiés existent de longue date entre la Fédération protestante de France (FPF) et la Fédération protestante d'Haïti (FPH). Le passage de quatre tempêtes dévastatrices sur le territoire haïtien en 2008 (Fay, Gustav, Hanna et Ike) s'était traduit par la création de la Plateforme Haïti, regroupant divers acteurs du monde protestant sous l'égide de la FPF. En 2010, au moment du tremblement de terre qui devait faire plus de 230.000 morts, les réseaux protestants étaient donc bien en place, et la solidarité avait trouvé rapidement des canaux pour s'exprimer. Le président actuel de la Plateforme Haïti est le pasteur Rodrigue Valentin, de l'Église du Nazaréen, et sa coordination administrative est assurée par le Défap. La Plateforme rassemble les acteurs suivants :*



- la [Mission Biblique](#)
- le [Service protestant de mission – Défap](#)
  - la [fondation La Cause](#)
- le [SEL \(Service d'Entraide et de Liaison\)](#)
  - [ADRA-France](#)
  - l'[Église du Nazaréen](#)
    - [Réforme](#)

---

**Un prix Nobel de  
la paix pour  
Denis Mukwege,  
«l'homme qui  
répare les  
femmes»**

**Gynécologue devenu un symbole**

de la lutte contre les violences faites aux femmes, Denis Mukwege est avant tout un protestant convaincu, qui puise la force de son engagement dans ses convictions ; et c'est précisément pour parler du rôle et de l'engagement des Églises protestantes au sein de la société congolaise, qu'il avait reçu en mars dernier Jean-Luc Blanc, du Défap, dans son hôpital à Bukavu.



***Denis Mukwege en compagnie de  
Jean-Luc Blanc à Bukavu ©  
Défap***

**Voilà plusieurs années que  
Denis Mukwege était pressenti  
pour le prix Nobel de la paix.  
Il avait déjà reçu entre  
autres le prix des droits de**

**l'homme des Nations unies en 2008, le prix Sakharov en 2014 : autant de marques de reconnaissance internationale pour le combat de «l'homme qui répare les femmes». Ce vendredi 5 octobre à Oslo, le prix Nobel de la paix 2018 a été attribué conjointement au docteur Denis Mukwege et à Nadia Murad : le gynécologue qui dénonce inlassablement les viols et les mutilations sexuelles au Congo, et l'ancienne esclave sexuelle de Daesh. Deux symboles des violences faites aux femmes lors des conflits. «Denis**

Mukwege et Nadia Murad ont tous les deux risqué personnellement leur vie en luttant courageusement contre les crimes de guerre et en demandant justice pour les victimes», a souligné Berit Reiss-Andersen, présidente du comité Nobel.

Dans son hôpital Panzi, à Bukavu, qu'il a fondé et qu'il dirige, Denis Mukwege prend en charge les femmes ayant subi des viols collectifs, sur les plans médical, psychologique et spirituel ; et en-dehors, dans son pays et tout

particulièrement sur la scène internationale, il dénonce les violences dont elles sont victimes, le viol et les mutilations faisant partie des armes de guerre dans l'Est de la République démocratique du Congo. Cette dénonciation inlassable a donné lieu à plusieurs livres et à deux films, dont le plus connu date de 2015 : «L'Homme qui répare les femmes : La Colère d'Hippocrate», de Thierry Michel et Colette Braeckman.

# «Dépasser l'inégalité entre hommes et femmes dans les Églises»

*Pour aller plus loin :*

- [RDC : fiche pays et actualités du Défap](#)
- [Le président de l'Église du Christ au Congo à la rencontre des protestants de France](#)
- [RD Congo : l'appel du pasteur Bokundoa à «nos frères et sœurs protestants»](#)
- [RDC : déclaration de l'Église du Christ au Congo](#)
- [Les protestants de France solidaires de la RDC : la recommandation de l'AG de la FPF](#)
- [RDC : les défis des protestants congolais](#)

Avant d'être médecin et gynécologue, Denis Mukwege est fils de pasteur et pasteur

lui-même, et c'est au nom de ses convictions protestantes qu'il s'est lancé dans un combat contre les violences faites aux femmes qui a failli plusieurs fois lui coûter la vie. Il témoigne d'une Église qui s'engage et ne connaît pas la langue de bois. «Vous, pasteurs», déclarait-il ainsi en 2017 en Namibie devant les invités de l'assemblée générale de la Fédération luthérienne mondiale, «avez la possibilité de parler à beaucoup de personnes. C'est un pouvoir dont vous devez faire bon usage. Il faut

dépasser l'inégalité entre hommes et femmes dans les Églises, sinon cela invalide tout le reste.»

Son action, son témoignage et sa reconnaissance internationale croissante lui valent d'être régulièrement en délicatesse avec le pouvoir congolais, dans un pays que Joseph Kabila, à la tête de l'État depuis la mort de son père, Laurent-Désiré Kabila, en 2001, dirige depuis décembre 2016 sans mandat. Une situation qui place les Églises en situation de

fragilité, et fait d'elles des cibles du pouvoir : d'abord l'Église catholique, qui s'est impliquée dans une médiation face à la violence de la répression des manifestations anti-Kabila – médiation dont elle a fini par se retirer devant le peu d'empressement du président à respecter les accords qu'elle s'efforçait d'obtenir ; ensuite, l'Église du Christ au Congo, principale Fédération protestante de RDC, dont le nouveau président élu le 19 août dernier, le pasteur André Bokundoa-Bo-Likabe, a décidé de rompre avec

**l'attitude jusqu'alors en vigueur de neutralité bienveillante vis-à-vis du pouvoir.**

**C'était, notamment, pour parler de ce rôle des Églises au sein de la société congolaise que Denis Mukwege avait reçu, en mars 2018, Jean-Luc Blanc, du Défap, alors en visite en RDC pour établir des liens avec l'Église du Christ au Congo. Si le prix Nobel de la paix qu'il vient de recevoir lui a valu des félicitations du bout des lèvres de la part du**

**gouvernement congolais, dont le porte-parole a rappelé qu'il «n'a pas toujours été d'accord et continuera à ne pas l'être (avec le docteur Mukwege), parce que l'humanitaire est sacré et ne doit pas être mêlé à des choses politiques», cette distinction a été accueillie avec enthousiasme par les communautés congolaises à l'étranger, et notamment en France.**

***Franck Lefebvre-Billiez***

---

# **Bientôt l'AG de la Cevaa au Cameroun**

**La Cevaa, ou Communauté  
d'Églises en Mission, se  
réunit en Assemblée  
Générale à Douala du 15 au  
23 octobre 2018. Seront  
présents les délégués des  
35 Églises membres de cette**

communauté présente dans 24 pays – dont les délégués de l'EPUdF, de l'UEPAL et de l'Unepref. Le Défap sera représenté par son secrétaire général. Une réunion placée cette année sous une thématique très actuelle : «Le chrétien et l'intolérance religieuse».



Un «arbre des religions»,

**dont le tronc clair se  
divise en quelques branches  
maîtresses, les trois  
premières étant dédiées aux  
trois grandes religions  
monothéistes (juive,  
chrétienne et musulmane) ;  
au milieu des feuillages de  
couleurs différentes, les  
noms de divers courants de  
chaque religion... L'affiche  
de la dixième Assemblée  
Générale de la Cevaa donne  
une image résolument large  
et optimiste du fait  
religieux, à une époque qui**

**voit progresser  
simultanément la  
sécularisation et les  
mouvements rigoristes,  
voire violents. Il ne  
s'agit pas d'ignorer ces  
montées de tensions, bien  
au contraire ; le thème  
choisi pour cette Assemblée  
Générale en témoigne à  
travers ce titre : «Le  
chrétien et l'intolérance  
religieuse». Mais le verset  
qui l'accompagne, et tiré  
du chapitre 5 de l'évangile  
de Matthieu, vient fournir**

**un autre éclairage :  
«Heureux ceux qui procurent  
la paix». Malgré des  
montées de tensions bien  
réelles, les religions,  
branches d'un même arbre,  
peuvent être sources de  
paix, si elles savent  
dialoguer...**



*Travaux de groupe à l'AG de Saly, au  
Sénégal, en octobre 2014 © Cevaa*

**C'est une pratique bien établie au sein de la Cevaa que chaque Assemblée Générale soit ainsi placée sous un thème spécifique, qui orientera les travaux, les méditations. Celle qui se va se tenir à Douala, au Cameroun, du 15 au 23 octobre 2018, s'inscrit dans cette tradition. Une pratique qui est aussi révélatrice de ce qu'est la Communauté d'Églises en mission, à laquelle appartiennent les trois**

**unions d'Églises dont le  
Défap est le service  
missionnaire, et de ce que  
représentent ces Assemblées  
Générales. Il y a l'aspect  
formel, bien sûr, et des  
décisions à prendre ; et il  
y a tout ce qui concerne la  
vie de la communauté. Ces  
préoccupations et ces  
problématiques communes qui  
relient entre elles 35  
Églises réparties dans 24  
pays, de l'Amérique latine  
au Pacifique, de l'Afrique  
à l'Europe. «Nous**

**appartenons à un monde de contrastes et d'inégalités, capable du meilleur et du pire, en quête d'une unité toujours à trouver dans la diversité des langues, des cultures et des convictions humaines», rappelle la charte de la Cevaa. «L'Évangile de Jésus-Christ est pour nous la source de vie qui nous permet d'aimer, de partager, de construire et de résister dans ce monde.». Avec un triple mot d'ordre, qui**

**guide cette communauté  
créée en 1971, et issue  
comme le Défap de la SMEP,  
la Société des Missions  
Évangéliques de Paris :  
«Partager, agir,  
témoigner».**

**Ce qui se  
décide, et ce  
qui se partage**

***Pour aller plus loin :***

- [Message final de la neuvième AG de la Cevaa \(octobre 2016, Sète\)](#)
- [Message final de la huitième AG de la Cevaa \(octobre 2014, Saly\)](#)
- [Communiqué de la septième AG de la Cevaa \(octobre 2012, Torre Pellice\)](#)
- [Communiqué de la sixième AG de la Cevaa \(octobre 2010, Libreville\)](#)
- [Retour sur la première AG de la Cevaa \(octobre 2000, Sète\)](#)

**Une AG de la Cevaa, c'est donc plutôt une réunion de famille qu'une réunion de l'Onu. Ces Assemblées Générales se tiennent tous les deux ans, accueillies alternativement par une Église d'Europe et par une Église d'un pays du Sud : la dernière en date, en**

**2016, avait eu lieu dans le sud de la France, à Sète. S'y retrouvent, pendant une dizaine de jours, tous les délégués représentant les Églises membres, qui sont nommés pour quatre ans. Ensemble, ils ont pour tâche d'évaluer les besoins de la Communauté, d'élaborer une stratégie, de prendre les décisions définissant la politique à mettre en œuvre, de voter le budget. Outre les délégués de l'EPUdF, de**

**l'UEPAL et de l'Unepref, le Défap sera représenté lors de ces travaux par son secrétaire général.**

**À Douala, il sera notamment question de finances, une thématique sur laquelle la réflexion avait été lancée dès l'AG de Torre Pellice en 2012, et qui est régulièrement parmi les sujets centraux des Assemblées Générales depuis lors. Il s'agira aussi de faire des bilans sur les**

activités entreprises ces  
dernières années.

# À l'heure des évaluations



*Photo prise lors des célébrations des  
40 ans de la Cevaa © Albert Huber*

Ce sera le cas pour  
l'Action Commune «Familles,  
Évangile et cultures dans  
un monde en mutation» qui

**avait été lancée à la suite de l'AG de Saly, au Sénégal, en 2014. L'AG de Douala permettra aussi de faire le bilan du Projet Solidarité-Santé, lancé en 2015 pour trois ans, avec le soutien financier des Églises vaudoises d'Italie : un projet visant à mettre en réseau une dizaine d'hôpitaux gérés par des Églises dans huit pays (Cameroun, Côte d'Ivoire, Togo, Ghana, Bénin, Zambie, Lesotho, Rwanda). Cette**

**Assemblée Générale  
d'octobre 2018 verra encore  
la présentation de la  
nouvelle Stratégie Jeunesse  
2018-2022, ainsi qu'une  
réflexion sur les 50 ans de  
la Cevaa, sur la base des  
propositions faites par un  
groupe formé par le Conseil  
dans la perspective de  
l'échéance de 2021.**

**Mais de telles réunions  
sont aussi l'occasion de  
rencontrer l'Église  
d'accueil. À Douala, ces**

rencontres auront lieu non pas avec une, mais avec trois Églises : l'EEC, l'EELC et l'UEBC, les trois Églises camerounaises membres de la Cevaa. Les délégués participeront à des cultes organisés dans diverses paroisses locales. Et une AG de la Cevaa, c'est aussi, entre deux sessions, ces rencontres informelles entre représentants d'Églises de divers continents. Ou encore ces temps de

**méditation matinale par  
petits groupes...**

Cevaa - Communauté d'Églises en Mission

# 10<sup>ème</sup> ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

15 au 23 octobre 2018 à Douala, Cameroun

## Le chrétien et l'intolérance religieuse



CS 49530 - 13 rue Louis Perrier - 34 961 MONTPELLIER Cedex 2 FRANCE  
Tél. : +33 - (0)4 67 06 51 77 - Mail : [secretariat@cevaa.org](mailto:secretariat@cevaa.org) - Site : [www.cevaa.org](http://www.cevaa.org)



---

# **Bangui : les images de la visite commune Défap - Cevaa**

**Cette visite, qui a eu lieu  
au début du mois de  
décembre, a permis de faire**

le point sur les projets  
d'accompagnement de  
l'Église Protestante  
Christ-Roi de Centrafrique  
– notamment  
l'accompagnement pastoral  
et le soutien à la cellule  
d'écoute psychologique  
destinée aux victimes de  
violences. Elle s'est aussi  
traduite par des  
rencontres, comme celle qui  
a eu lieu avec l'archevêque  
Nzapalainga, qui continue à  
plaider l'apaisement en  
dépit du retour des

**violences à travers le  
pays. Retour en images.**

---

**Nouvelle-  
Calédonie :  
l'EPKNC**

# **s'engage et prie pour la paix**

**Alors que le Congrès de  
Nouvelle-Calédonie est  
appelé à se prononcer sur  
la transcription juridique  
de l'accord trouvé le 3  
novembre lors du Comité des  
signataires à Matignon,  
marquant une nouvelle étape  
vers l'organisation d'un**

**référendum  
d'autodétermination attendu  
par certains et redouté par  
d'autres, l'Église  
Protestante de Kanaky  
Nouvelle-Calédonie (EPKNC)  
s'efforce de faire passer  
un message d'apaisement. Ce  
qui se traduit à la fois  
dans le mot issu de son  
dernier synode, et dans son  
appel à une «Semaine de  
prière pour la paix dans le  
pays et pour toute l'année  
2018», placé sous ce thème  
issu d'Éphésiens 2,19 :**

**«Concitoyens d'un pays  
nouveau» .**

---

**Nouvelle-  
Calédonie :  
faire du**

# **référendum un choix d'espérance**

**A un an presque jour pour  
jour du référendum  
d'autodétermination prévu  
en Nouvelle-Calédonie en  
novembre 2018, la réunion  
du Comité des signataires  
qui s'est tenue à Matignon  
a permis de trouver un  
accord sur les listes**

électorales, un point de vives divergences entre les parties prenantes qui risquait de miner la légitimité même du scrutin. Interrogé par la radio RCF, le secrétaire général du Défap a souligné cette «très belle avancée» et la confiance qui a pu être établie par le Premier ministre avec les interlocuteurs. Mais les tensions restent fortes dans l'archipel et pour les désamorcer, «le rôle des

**Églises est essentiel» ; dans ce contexte, Bertrand Vergniol s'est félicité de la position adoptée par l'EPKNC vis-à-vis du scrutin qui devra, quel que soit le résultat du vote, être «un choix d'espérance pour le destin commun.»**

---

**«On ne peut  
pas  
réfléchir  
sur  
l'interculturalité  
tout  
seul»**

**Présent pendant trois jours  
à Strasbourg au Village des**

**Fraternités, le Défap a notamment organisé une table ronde sur l'interculturel. Elle s'est tenue le samedi à 13h30, au deuxième jour de Protestants en fête. L'idée en était née d'un stage de formation continue de pasteurs au Bénin. Sur la scène, entourant Jean-Luc Blanc, deux participants béninois et deux français. Retrouvez ici un premier extrait des échanges – avec, en introduction, une**

**tentative de définition de  
l'interculturel.**